

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général des Nations-Unies,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Distingués Délégués,
Mesdames et Messieurs.

Monsieur le Président Csaba Kőrösi,

Je voudrais, avant tout propos, Vous adresser mes vives et chaleureuses félicitations pour Votre brillante élection à la présidence de la 77^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies.

J'ai l'assurance que Votre grande expérience, Votre bonne connaissance du Système des Nations Unies en particulier, et Votre engagement bien connu en faveur de la diplomatie multilatérale seront le gage du succès de Votre mandat. Je puis, dès à présent, Vous assurer du plein soutien de la délégation du Burkina Faso dans l'exercice de Votre lourde charge et pour le succès de nos travaux.

Mes félicitations vont également à l'endroit de Votre prédécesseur, Monsieur Abdulla Shahid, pour la manière remarquable avec laquelle il a présidé les travaux de la 76^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale.

A Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, je réaffirme, solennellement ici, la reconnaissance du Burkina Faso pour son engagement constant, résolu et renouvelé en faveur de la paix, de la sécurité et du développement.

C'est l'occasion pour moi, de saluer, en ces lieux, la tenue du Sommet sur la Transformation de l'Education qui a permis une large mobilisation des acteurs du monde de l'éducation. J'ose espérer que l'engagement des uns et des autres dans la mise en œuvre des conclusions de ce sommet contribuera à accélérer, de façon significative, les progrès vers une éducation de qualité pour tous, en particulier dans les pays du Sud.

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs

Le thème général de cette 77^{ème} session de l'Assemblée générale, « **Une nouvelle ère : des solutions porteuses de changement pour relever des défis interdépendants** », révèle, pertinemment, l'urgence et le devoir de responsabilité historique des acteurs politiques, économiques et sociaux de notre temps, face aux multiples crises auxquelles le monde est confronté.

En effet, alors que le monde se relève progressivement de la pandémie de la Covid-19, d'autres fléaux tels que le terrorisme, les conflits intra et inter-étatiques ainsi que les crises humanitaires et alimentaires qu'ils engendrent, les changements climatiques et leurs effets pervers continuent de marquer douloureusement la vie du monde au quotidien. Ces fléaux viennent nous rappeler notre fragilité individuelle et collective, l'interdépendance des pays et des peuples et l'impérieuse nécessité d'une solidarité internationale. Si nous tenons à préserver l'humanité d'un péril collectif et inéluctable, nous ne devons pas ignorer ce rappel.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La fin de la guerre froide nous a donné de rêver, d'espérer en l'avènement d'un monde consensuel et recentré autour des valeurs cardinales de paix, de justice, de liberté, de démocratie et de solidarité. Ce fut un leurre ! Car, nous assistons, hélas, depuis un certain temps, à une recrudescence du nationalisme et du repli de soi à certains endroits de la planète, à un recul de la liberté et de la démocratie à d'autres endroits, à la volonté de certains pays d'imposer leur vision du monde aux autres, au jeu des rivalités et de la confrontation entre puissances pour le contrôle politique, militaire ou économique de certaines parties du monde.

Bref. Des acteurs de la communauté internationale étalent, aujourd'hui, au grand jour, leur vision d'un monde unipolaire, monocouleur, conforme à leur idéologie et à leurs intérêts.

Il est impérieux de se ressaisir et de développer en nous la force de ne pas succomber à ces tentations. Privilégions plutôt l'esprit de solidarité, en faisant en sorte que la diversité du monde soit préservée, et que le principe de l'interdépendance des peuples où chacun peut contribuer à la gestion des affaires du monde, soit une réalité.

En effet, le Burkina Faso est profondément convaincu que la chance de survie de l'humanité réside dans l'acceptation et l'usage ingénieux de nos différences et de nos diversités. Loin d'être un facteur d'antagonisme ou d'hostilité, elles (nos différences et nos diversités) sont une belle opportunité de complémentarité et de solidarité qui nous est gratuitement offerte pour promouvoir la coexistence pacifique et le développement durable.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Les principaux défis auxquels notre monde est, de nos jours, confronté sont bien connus de tous. Ils ont, principalement, pour noms : paix et sécurité, démocratie et développement durable, changements climatiques et environnement, santé et éducation.

Nous pouvons, ensemble, et seulement ensemble, relever ces défis. Pour cela, nous devons essayer d'aller au-delà de nos intérêts individuels et particuliers, souvent facteurs de crises, pour entretenir des relations apaisées les uns envers les autres. J'invite donc solennellement tous les acteurs de la communauté internationale - qu'ils soient du Nord ou du Sud et quel que soit leur niveau de puissance politique, économique ou militaire - à s'inscrire dans une telle démarche.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Certaines questions reviennent, depuis plusieurs années déjà, à l'ordre du jour de chaque session de l'Assemblée générale. Au nombre de celles-ci, on note les questions de la Palestine, du Sahara occidental, de la dette, des changements climatiques, de l'embargo contre Cuba, de la guerre en Ukraine ou encore de la réforme du Conseil de Sécurité. Pour la résolution de chacune de ces questions, le Burkina Faso, par ma voix, recommande vivement la prééminence du droit, l'exaltation de la justice et de l'équité, et le triomphe du bon sens.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

A présent, je voudrais dire quelques mots sur la situation de mon pays, les idéaux de la Transition politique qui y a cours en ce moment, en lien avec le thème très pertinent de la présente session de l'Assemblée Générale et les objectifs poursuivis par la Charte des Nations Unies.

Le 24 janvier 2022, un groupe de jeunes patriotes, s'est vu contraint de prendre ses responsabilités dans la gestion publique des affaires de l'Etat, face à la dérive de la gouvernance politique en place, à l'insécurité grandissante dans notre pays, à la désintégration progressive et continue de l'Etat, en mettant un terme à un régime démocratiquement élu, mais chaotique. Loin de nous toute idée de nous justifier ou d'encourager des pratiques de déstabilisations ou de violations des ordres constitutionnels.

En effet, si dans l'absolu le mouvement du 24 janvier dernier est illégal, et peut-être répréhensible au regard des principes chers aux Nations Unies et à la communauté internationale dans son ensemble, nous pensons que cette interruption de l'ordre constitutionnel, au regard de ce qui prévalait, était nécessaire et indispensable. Elle était surtout une question de survie pour notre Nation. C'est pourquoi, ce mouvement, axé sur la sauvegarde du territoire et la refondation, a connu une légitimité populaire réelle dans l'opinion publique dans notre pays. Ces enthousiasme et adhésion populaires prévalent encore aujourd'hui à l'endroit des autorités de la Transition que je conduis depuis maintenant huit (08) mois.

En effet, la situation sécuritaire, au Burkina Faso, a connu un début de dégradation en 2015, avant de culminer en 2020-2021. Les récents événements qui ont perturbé la marche démocratique de mon pays sont donc le résultat de l'absence de réponses idoines à cette crise sécuritaire et d'une gouvernance politique calamiteuse qui ont engendré, entre autres :

- le plus grand nombre de déplacés internes dans l'histoire politique de notre pays et de notre sous-région, soit 1 520 012 personnes, à la date du 31 août 2022, dont 61,27% d'enfants, 22,13% de femmes, 16,6% d'hommes;
- une crise humanitaire et alimentaire, sans précédent, dans l'histoire de notre pays ;
- la fermeture de plusieurs milliers d'écoles et un demi-million d'élèves privés d'enseignement et d'éducation ;
- un marasme économique induit par le ralentissement, sinon l'arrêt, de plusieurs activités économiques telles que l'exploitation minière, le tourisme et l'hôtellerie, l'agriculture et l'élevage, le transport etc.

Ces difficultés, sommairement décrites, s'inscrivent dans un contexte sécuritaire sous régional marqué par les attaques des différents groupes terroristes qui évoluent dans le Sahel, notamment le Sahel central qui comprend le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Néanmoins, et pour y faire face, le Gouvernement de la Transition, comptant a priori sur de nouvelles initiatives endogènes, a pris ses responsabilités, en élaborant un plan d'action reposant sur les quatre (04) objectifs stratégiques déclinés comme suit :

- la lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité du territoire ;
- la réponse à la crise humanitaire ;
- la refondation de l'État et l'amélioration de la gouvernance ;
- et enfin, la réconciliation nationale et la cohésion sociale.

Pour atteindre ces objectifs stratégiques, le Gouvernement de Transition a pris les initiatives majeures ci-après :

- la réorganisation du dispositif de sécurité nationale et des actions fortes et vigoureuses sur le terrain contre le terrorisme et les groupes armés ;
- la lutte contre la radicalisation, les discours haineux et la stigmatisation ;
- la mise en place d'une politique de déradicalisation et de réinsertion socio-professionnelle des combattants repentis des groupes armés ;
- le soutien à la réinstallation et à l'insertion socio-économique des personnes déplacées internes et des personnes affectées par le terrorisme ;
- la lutte contre la corruption ;

- la promotion de la justice et de l'équité ainsi que l'éducation à la paix et à la citoyenneté.

Toutefois, la seule volonté ou la simple détermination du Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme, ne suffiront pas à elles seules à produire des effets durables ou irréversibles dans ce domaine. Le soutien de la communauté internationale est indispensable et attendu, à cet égard. Ce soutien est surtout urgent, car la position géographique du Burkina fait de lui un verrou pour freiner l'expansion du terrorisme vers les pays côtiers comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo.

En effet, la stabilité, la sécurité et la paix au Sahel ne sont pas seulement une affaire des pays de cette région, dans la mesure où la situation qui prévaut aujourd'hui dans les pays du Sahel est la résultante, faut-il le rappeler, est la résultante d'une migration du phénomène du terrorisme du Nord vers le sud du continent.

Ce qui se passe aujourd'hui au Sahel, de par ses effets transfrontaliers, est un problème qui met en jeu la paix et la sécurité internationales.

Dès lors, il est impératif que la communauté internationale s'en préoccupe et s'en saisisse davantage. Les efforts déployés jusque-là sont certes salutaires, mais restent en deçà des attentes, au regard de la réalité du terrain.

Au demeurant, je salue l'initiative du Président de l'Union africaine et du Secrétaire Général des Nations Unies de mandater le Président Mahamoudou ISSOUFOU pour conduire une mission d'évaluation stratégique conjointe UA-ONU sur la sécurité au Sahel ; une mission qui devrait aboutir à l'élaboration de recommandations sur la manière de renforcer la réponse internationale à la crise sécuritaire au Sahel et ce, en vue d'y trouver une solution globale et durable.

Je lance un appel aux Partenaires Techniques et Financiers, bilatéraux et multilatéraux pour soutenir le plan d'action de la transition adopté le 6 mai dernier. Le Burkina Faso espère un appui de ces partenaires au développement afin de combler le gap d'environ 4 575 510 885 de dollars US sur un budget total de 18 064 024 104 de dollars US.

Le gouvernement a également entamé l'élaboration d'un Programme d'Urgence de la Transition qui sera consacré aux projets prioritaires, innovants et à fort impact sur les conditions de vie des populations, pour lequel il compte sur la mobilisation des amis et partenaires du Burkina Faso.

Monsieur le Président

Mesdames et Messieurs

Les autorités de la Transition au Burkina Faso sont conscientes de leurs responsabilités devant le peuple burkinabè et de leur devoir vis-à-vis de la communauté internationale. Qu'il soit clair pour tous : elles ne s'y déroberont pas !

Conscientes de leur responsabilités, les autorités de la Transition sont parvenues, le 03 juillet dernier, à un compromis dynamique avec la Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) sur la durée de la transition, fixée à 24 mois à compter du 1er juillet 2022, et la nécessité de mettre en place un Mécanisme de Suivi et d’Evaluation (MSE) de la Transition autour des indicateurs relatifs à la sécurité, au retour des services de l’Etat dans les zones occupées ainsi qu’au retour des déplacés. Je reste convaincu que des avancées significatives dans ces trois domaines permettront de créer les conditions favorables pour la tenue d’élections crédibles et transparentes en vue d’un retour à l’ordre constitutionnel normal. Ces avancées ne seront possibles que grâce à un appui conséquent de la communauté internationale que j’appelle de tous mes vœux, du haut de cette tribune.

Je saisis, par ailleurs, l’opportunité que m’offre cette tribune pour remercier tous les Partenaires Techniques et Financiers, bilatéraux, multilatéraux et privés qui nous accompagnent ou qui ont promis de nous accompagner. Je voudrais également inviter ceux qui ne l’ont pas encore fait, à se décider pour nous rejoindre et nous accompagner dans notre élan de reconstruction et de consolidation de notre tissu économique, social et sécuritaire.

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs

Les populations de nos pays, qu'elles soient riches ou pauvres, puissantes ou faibles, ont besoin d'un monde sécurisé et en paix où chacun peut vivre en toute quiétude et exercer pleinement ses droits.

Or, la région du Sahel, aujourd'hui, est un concentré des groupes armés qui sévissent à travers le monde. Ces groupes constituent une menace qui pèse non seulement sur la sécurité de cette région, mais aussi sur la sécurité du reste du monde. Si rien n'est fait pour venir en aide, de manière décisive et urgente, aux pays de cette région, l'on court le risque d'une déflagration du terrorisme dans les pays du Golfe de Guinée, puis sur le reste du monde, à commencer par l'Europe, continent le plus proche de l'Afrique.

Aucune mesure de précaution ou de prévention ne pourra empêcher le terrorisme de s'inviter outre atlantique, si le sahel est abandonné à lui-même. Et rien, absolument rien, ne pourra retenir la jeunesse des pays du sahel et ses environs contre la tentation des immigrations périlleuses en Europe à travers le Sahara et la Méditerranée, si cette jeunesse n'a plus d'espoir sur ses propres terres.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Le sahel, dans les malheurs que lui inflige le terrorisme, est devenu le théâtre de rivalités stériles et de convoitises indécentes qui exacerbent la situation. Mieux que ce spectacle désolant, les pays du Sahel ont plutôt besoin de solidarité et de l'aide. D'aide, mais pas n'importe laquelle. L'aide dont nous avons besoin, est celle qui nous aide à nous départir de l'aide. L'aide qui tue l'aide. Cette forme d'aide est celle qui est conforme à nos convictions, et celle qui respecte notre dignité !

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais terminer mon propos, en invitant encore tous les acteurs de la communauté internationale à plus de solidarité, les uns envers les autres, car c'est la meilleure façon de relever les défis de notre temps et de préserver les intérêts de tous. Raoul Follereau disait que nul n'a le droit d'être heureux tout seul. Alors, faisons en sorte qu'il n'y ait plus d'enfants mal nourris et sans éducation, ni instruction ; qu'il n'y ait plus de jeunes sans formation et sans emploi ; qu'il n'y ait plus de paysans sans terres pour vivre dignement ; qu'il n'y ait plus de travailleurs opprimés dans leurs droits; que l'abondance des uns ne soit pas la cause du dénuement des autres ; que la force ne prévale pas sur la vérité et la justice ; et enfin, que les raisons de notre égoïsme ne l'emportent jamais sur les exigences de la dignité de l'homme et des peuples.

Le Burkina Faso, je vous en conjure, ne ménagera aucun effort pour apporter sa contribution à l'édification d'un monde meilleur, paisible, solidaire et prospère.

Je vous remercie.